



Comité Technique de la Gendarmerie Nationale
du 28 novembre 2019
Déclaration liminaire

Monsieur le président, mesdames, messieurs,

Les membres titulaires et suppléants du **SNPC/FO** tiennent en premier lieu à saluer et remercier le GAR Richard Lizurey pour la qualité du dialogue social qu'il a su insuffler au sein de notre institution.

Nous adressons nos félicitations au GAR Christian Rodriguez à la fonction de Directeur général et GCA Bruno Jockers à la fonction de Major général.

Ne doutons pas que ces changements à la tête de la gendarmerie puissent s'inscrire dans la continuité du dialogue social conduit jusqu'à présent au sein de notre périmètre. C'est à dire un dialogue social noué d'échanges francs, directs, constructifs et honnêtes. Des messages clairs doivent être adressés à la SDGP et à l'ensemble des formations administratives, écoles et centres afin que perdure ce qui a été si bien initié. La « chasse aux blaireaux » doit rester ouverte.

Dans un contexte difficile et un climat social tendu pour les agents du service public, il est important, voire primordial, de ne pas négliger les corps intermédiaires. Mépriser les organisations syndicales serait une erreur.

Or, force est de constater que les directives prises, en terme de mobilités au 1er janvier 2020 et d'avancement au 1er janvier 2021, ne laissent rien présager de bon. La volonté du gouvernement d'écarter les organisations syndicales de tout dialogue social est clairement affichée. La réunion de cette semaine sur « les nouvelles lignes directrices de gestion » en est la preuve. Les agents seront livrés à eux-mêmes, soumis aux critères arbitraires de la seule administration. Ce qui arrive est grave.

Le **SNPC/FO** s'inscrira dans toutes les actions à l'appel de la **FSMI-FO** qui conduiront à faire reculer l'Etat sur ce sujet.

Depuis le passage en 2009 de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur, c'est la première fois, que l'organisation majoritaire en gendarmerie n'est pas reçue après un changement à la tête de la DRH-MININT.

Comment faut-il l'interpréter ?

La gendarmerie est un périmètre à part entière du ministère de l'Intérieur. 4300 personnels civils y oeuvrent tous les jours au profit des unités opérationnelles.

Nos collègues ne doivent pas être les laissés-pour-compte et méritent d'être traités sur le même pied d'égalité que l'ensemble des personnels administratifs et techniques du ministère. Sur de nombreux points, nous sommes très loin d'une équité de traitement.

Aujourd'hui, nous vous alertons sur l'inquiétude et l'anxiété ressenties par nos collègues s'agissant de l'adaptation de la gendarmerie au format « régions 13 ». En effet cette réforme paraît imminente. Or, comment va-t-elle s'opérer ? Des réponses concrètes doivent être rapidement apportées aux organisations syndicales et aux agents.

De même, qu'en est-il de la volonté d'OPA de la part du secrétariat général sur les Centres de Soutien Automobile de la Gendarmerie ? La gendarmerie va-t-elle, une fois de plus, se laisser dépouiller ainsi et laisser les personnels civils à leur triste sort ? Nos collègues seront inévitablement les oubliés d'un périmètre qui n'aura que faire d'eux, mis à part servir de variable d'ajustement pour les avancements. Rappelons que ces personnels techniques et administratifs ont déjà connu la même déconvenue lorsque les CASG ont été absorbés par les SGAMI.

Nous ne savons pas si ces réformes dogmatiques engendrent des économies et nous ne le saurons certainement jamais ; en revanche, nous pouvons être certains qu'elles sont néfastes pour la carrière des agents.

Le **SNCP/FO** demande que dans les prochains mois des groupes de travail soient réunis. Les dossiers concernant la PRE, la NBI, les astreintes et permanences, organisation des CAPSO et autres doivent aboutir.

Le **SNPC/FO** dénonce les retards récurrents dans la prise en compte des avancements de grade et d'échelon. Certains de nos collègues n'ont toujours pas bénéficié de leur avancement pris au titre du MINARM et ce, depuis plus d'un an voire deux ans. Ce traitement est inacceptable et honteux !

Le **SNCP/FO** appelle l'ensemble de ses adhérents et sympathisants à participer massivement à la journée d'action du 5 décembre prochain contre la réforme des retraites. Ce jour là, nous défendrons non seulement nos retraites et mais aussi celles de nos enfants.

Merci pour votre écoute.